

Kenya, Ouganda : les réfugiés maltraités dans les villes

(Nairobi, 21 novembre 2002) Des dizaines de milliers de réfugiés, dans les capitales du Kenya et de l'Ouganda vivent dans des conditions extrêmement difficiles et dangereuses et les gouvernements nationaux prennent des mesures insuffisantes pour remédier à cette situation critique, a déclaré Human Rights Watch dans un nouveau rapport publié aujourd'hui.

Human Rights Watch a également critiqué les agences intergouvernementales qui ont négligé leurs responsabilités en matière de protection et d'assistance aux réfugiés à Nairobi, au Kenya et Kampala, en Ouganda.

Le rapport de 208 pages, «Sous les yeux mais invisibles » («Hidden in Plain View») s'appuie sur 150 entretiens approfondis avec des réfugiés d'Ethiopie, de la République Démocratique du Congo (RDC), du Rwanda, de la Somalie, du Soudan et d'autres pays. Les réfugiés ont décrit avoir été soumis à des passages à tabac, des actes de violence sexuelle, du harcèlement, des extorsions, des arrestations arbitraires et des détentions. Les auteurs de ces actes sont des criminels, qui traquent puis persécutent les réfugiés depuis leur pays d'origine. Ce sont aussi des membres de la police kenyane et de l'armée ougandaise.

Selon le rapport de Human Rights Watch, les réfugiés n'ont pas d'autre option que de dormir dans la rue ou dans des refuges peu sûrs, ce qui les expose à la violence et à la maladie. Les secours internationaux étant très limités, la nourriture est rare et les traitements médicaux difficiles à obtenir.

« Les réfugiés en ville sont peut-être invisibles pour la plupart des gens mais cela ne signifie pas qu'ils renoncent à leurs droits, » a déclaré Alison Parker, experte sur les questions de réfugiés à Human Rights Watch et auteur du rapport. «Le travail du Kenya et de l'Ouganda pour protéger ces personnes vulnérables a été terriblement mauvais. »

A Nairobi, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (H.C.R.) n'identifie ni ne protège correctement les femmes réfugiées et les enfants non accompagnés. De plus, les agents des services de sécurité des pays d'origine des réfugiés (en particulier l'Ethiopie) suivent, harcèlent et battent les réfugiés. Human Rights Watch a également recueilli des informations sur la façon dont le processus de détermination du statut de réfugié, par le H.C.R., pâtit de délais trop longs.

Mais la police kenyane commet les agressions les plus insidieuses, spécialement des extorsions et des actes de violence lors des arrestations. Human Rights Watch a vivement encouragé le nouveau gouvernement qui accèdera au pouvoir à l'issue des prochaines élections au Kenya à s'assurer que les réfugiés seront protégés contre les agressions.

« Les réfugiés viennent au Kenya dans l'espoir d'y être en sécurité, » a déclaré Parker. «Un nouveau gouvernement au Kenya doit assurer la protection des individus et empêcher les forces de police ou d'autres groupes de s'attaquer aux réfugiés. »

A Kampala, les services de sécurité supposés du groupe rebelle le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) suivent et menacent les réfugiés qui sont également militants des droits humains. Les autorités ougandaises ont détenu des réfugiés et les agents des services de sécurité des pays d'origine des

réfugiés ont pris pour cibles certains réfugiés (en particulier des réfugiés du Rwanda et la RDC) qu'ils soumettent à un harcèlement permanent et des attaques physiques.

Human Rights Watch a vivement encouragé le gouvernement ougandais à remplir ses obligations envers les réfugiés en adoptant le nouveau projet de loi sur les réfugiés, qui doit être examiné en 2003.

Les gouvernements du Kenya et de l'Ouganda disposent de politiques exigeant des réfugiés qu'ils vivent dans des camps, ce qui rend difficile la prise en compte des besoins des réfugiés dans les villes. Parallèlement, la principale agence en charge de la protection des réfugiés, le H.C.R., ne possède pas les fonds nécessaires ou n'a pas la volonté pour défendre les droits des réfugiés et travailler contre la politique des camps.

« Les réfugiés sont punis parce qu'ils sont présents à Nairobi et Kampala, sans aucun égard pour leur droit à la liberté de mouvement, » a déclaré Parker. « Ils n'ont en fait aucun lieu vers lequel se tourner lorsqu'ils sont victimes d'abus. »

Le rapport de Human Rights Watch encourage vivement les gouvernements des pays bailleurs à aider les réfugiés qui vivent dans les deux capitales. Un grave manque de fonds a presque forcé le H.C.R. à fermer le seul centre d'hébergement sûr pour les réfugiés, à Nairobi, au début du mois et l'agence a mis en attente un programme envisagé qui devait fournir de meilleurs papiers d'identité aux réfugiés.

« Les gouvernements des pays bailleurs devraient avoir honte d'eux-mêmes, » a déclaré Parker. « S'ils n'augmentent pas leurs contributions aux agences travaillant pour les réfugiés au Kenya et en Ouganda, la situation déjà très difficile de ces réfugiés ne va pas s'améliorer. »

Parce que nombre de réfugiés interrogés pour ce rapport n'étaient en sécurité nulle part au Kenya ou en Ouganda, ils avaient également grandement besoin d'être réinstallés dans d'autres pays. Les gouvernements qui acceptent que des réfugiés viennent se réinstaller dans leurs pays doivent augmenter leurs quotas et la vitesse à laquelle ils traitent ces dossiers s'ils veulent sauver la vie des réfugiés, a vivement encouragé Human Rights Watch.

A partir du 21 novembre 2002, le rapport sera disponible en ligne à l'adresse suivante :

<http://hrw.org/reports/2002/kenyugan/> .

Pour lire des témoignages extraits du rapport, merci de consulter l'adresse suivante :

<http://www.hrw.org/press/2002/11/refugees1121test.htm>.